

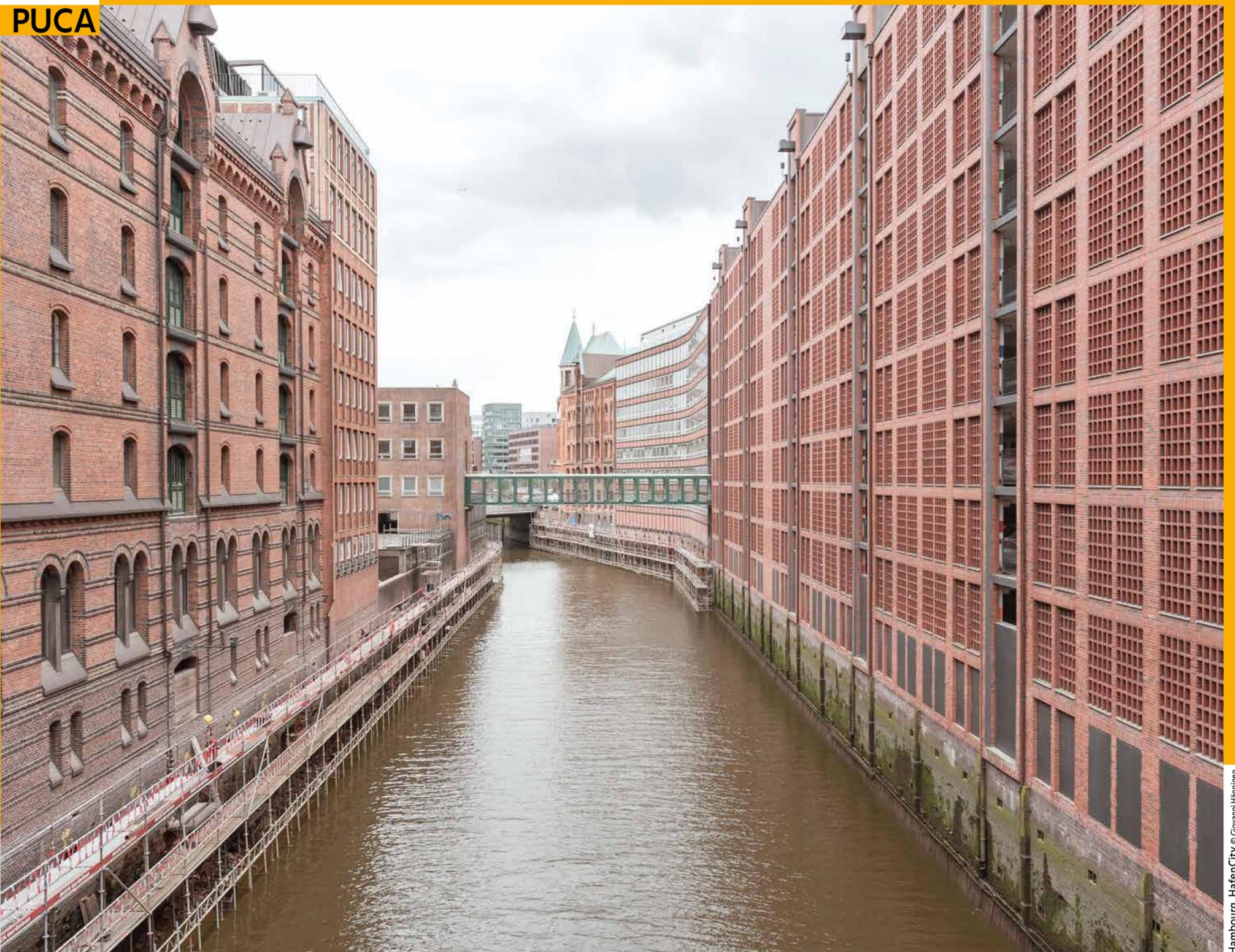
Premier plan

Le journal d'informations du PUCA plan | urbanisme | construction | architecture

N° 32 JANVIER-JUIN 2015

AGENDA Janvier-juin 2015 **BRÈVES** Programme de recherche « Vers des politiques publiques de densification et d'intensification douces ? Intérêts, limites et opportunités » – Colloque Mix and the city – 10^e édition du Prix de thèse sur la ville – Europan 13 – Colloque Temporalités et développement durable – Programme de recherche-action « Hors champ de la production urbaine » – Cycle de six séminaires « Quelles gouvernances locales de la transition énergétique ? » **ENTRETIEN** Marie-Caroline Bonnet-Galzy, commissaire générale à l'égalité des territoires **LIBRAIRIE** Zoom sur « Villes inondables » – Les publications du PUCA et chez les éditeurs **DOSSIERS** Métropoles, entre fiction et réalités – Mixité fonctionnelle *versus* zoning : nouveaux enjeux ?

PUCA



Hambourg, Hafentown © Giovanni Hämmelin

Éditorial

Claude Dilain nous a quittés mardi 3 mars au matin. Je reprends à mon compte le propos de son successeur à la mairie de Clichy-sous-Bois, Olivier Klein : « il avait encore des choses à dire ».

Il était président à la fois de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) et du comité des parties prenantes du PUCA, ainsi que de la Plate-forme de recherche sur l'énergie dans le bâtiment (PREBAT). Il avait remplacé dans ces trois rôles Dominique Braye avec lequel il entretenait des relations d'estime et de respect mutuel, malgré une couleur

politique différente. Fils d'ouvrier, né et élevé dans le quartier Bel-Air de Saint-Denis, il était devenu pédiatre et avait installé en 1978 son cabinet à Clichy-sous-Bois dont il était devenu maire en 1995, puis sénateur de Seine-Saint-Denis à partir de 2011.

Avec toujours une grande humanité, une parfaite courtoisie et un sens de l'écoute, il a su comme président du PUCA nous rappeler les réalités de territoires dont le développement durable passe d'abord par la question sociale. Il était là en parfaite continuité avec Dominique Braye. Nous avons engagé sous son impulsion des projets nouveaux comme la création d'un club

élus-chercheurs, car il estimait que les élus sont en attente d'échanges avec la recherche pour alimenter leur action et qu'ils n'ont pas de lieu pour ce faire.

Samedi 7 mars, Edmond Malinvaud est décédé à l'âge de 91 ans. Il avait été mon premier directeur général à l'INSEE et sa droiture et son sens de l'intérêt général m'ont profondément marqué. Économiste de renom international, il n'a jamais cessé de publier des articles tant en micro-économie, en macro-économie ou en économétrie. C'était à la fois un théoricien fécond et un praticien cherchant à contribuer par ses conseils à améliorer la situation économique du pays. Avec une grande

humilité, il considérait que les difficultés économiques françaises sanctionnaient son incapacité à avoir suscité les bonnes décisions. Seules ses responsabilités à la tête de l'INSEE trouvaient grâce à ses yeux : il a été à la fois rigoureux avec lui-même et les autres, et humain avec une attention à l'autre masquée par une grande pudeur. Nous poursuivons nos missions en puisant dans leurs enseignements les ressorts d'une plus grande efficacité au service de toutes nos parties prenantes, dont vous, lecteur de Premier Plan.

Emmanuel RAOUL
Secrétaire permanent du PUCA

Brèves



Hambourg, Hafencity

Agenda

9 FÉVRIER 2015

Grande Arche de La Défense
Cycle PUCA/CEREMA/ADEME
« Quelles gouvernances locales de la transition énergétique ? »
Séminaire Collectivités locales : quels leviers pour la distribution et la production locale d'énergie ?
anastasia.touati@developpement-durable.gouv.fr

19 FÉVRIER 2015

Prix de thèse sur la ville 2015
PUCA/APERAU – 10^e édition
Lancement : 19 février 2015
Clôture des inscriptions : 17 avril 2015
patrice.aubertel@developpement-durable.gouv.fr

24 MARS 2015

IAU IdF, Paris
Séminaire/Colloque
« Mix and the city »
Mixité fonctionnelle versus zoning, nouvelles lectures d'une controverse urbaine
francois.menard@developpement-durable.gouv.fr

26 ET 27 MARS 2015

Vienne (Autriche)
Second séminaire POPSU Europe
« Ilots de chaleur urbains, stratégies d'adaptations des villes face aux changements climatiques »
virginie.bathellier@developpement-durable.gouv.fr

13 AVRIL 2015

Grande Arche de La Défense
Séminaire PUCA/Maison des sciences de l'homme : la maîtrise de la croissance urbaine : outils, comportements des acteurs, impacts environnementaux
lionel.martins@developpement-durable.gouv.fr

13 MAI 2015

Grande Arche de la Défense
17h-19h
5 à 7 du Club Ville
Aménagement – Conférence-débat « Une maîtrise d'ouvrage de tolérance sociale à Berlin »
www.club-ville-aménagement.org

1^{ER}-5 JUIN 2015

Rennes - Institut d'Aménagement et d'Urbanisme
Rencontres internationales en urbanisme – APERAU
« La fabrique de la ville »
Thème : « les modes de faire et de penser la ville »
www.aperau.org

DATE À PRÉCISER

Grande Arche de La Défense
Cycle « Atelier Ville intelligente »
Interstices et terminaisons : la condition locale dans la ville intelligente
francois.menard@developpement-durable.gouv.fr

Pour en savoir plus :
benedicte.bercovici@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 01 40 81 73 09
Site internet du PUCA
http://rp.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca

APPEL D'OFFRE

Programme de recherche « Vers des politiques publiques de densification et d'intensification douces ? Intérêts, limites et opportunités »

Dans le cadre de son appel d'offre de recherche international, le PUCA a reçu une vingtaine de réponses d'équipes aux profils variés. Le jury du 15 décembre 2013 a sélectionné les projets des cinq équipes suivantes :

- Laboratoire CRESSON, ENSA Grenoble, Universitat Autònoma de Barcelona, ENSA Lyon : « D'une densification subie à une densification collaborative ? Vécus comparés de la densification douce en Allemagne, Espagne et France »,
- Laboratoire TRIANGLE, Institut d'Urbanisme de Lyon, Université Lumière Lyon 2 : « La densification des périphéries urbaines par les

activités économiques : processus en marche ou piste nouvelle à explorer pour l'urbanisme ? »,

- Université de Liège, Université de Sheffield : « Les expériences anglaises en matière de densification douce : quel apport pour l'élaboration d'une politique publique construite ? »,
- Laboratoire LEESU, Université Paris Est : « Les acteurs publics face aux phénomènes de densification spontanée : une comparaison franco-italienne »,
- CSTB, Logiville : « Les filières de la densification douce : Comment promouvoir une densification organisée et abordable ? »



Les travaux ont commencé dès juin 2014. Un premier séminaire d'avancement du programme s'est tenu le 14 janvier 2015 et a permis de créer des synergies entre les différentes équipes.

Pour plus d'informations :
Anastasia Touati
anastasia.touati@developpement-durable.gouv.fr

COLLOQUE

Colloque Mix and the city PUCA avec l'appui de l'IAU Ile-de-France



Le PUCA organise le 24 mars un colloque de restitution des travaux de recherche menés par quatre équipes françaises et une équipe italienne sur la problématique de la « Mixité fonctionnelle » dans les projets urbains. De l'échelle métropolitaine à celle des quartiers ANRU, de Grenoble à Copenhague en passant par Milan, Hambourg et le grand Paris, ce sont les nouveaux enjeux de la controverse mixité versus zoning qui seront examinés. En marge de cette rencontre et dans le même espace mis à disposition par l'IAU Ile-de-France sera présentée jusqu'au 24 avril une exposition des photographies de Giovanni Hämmänen, contrepoint au travail de l'équipe du Politecnico de Milan sur les sites de son investigation.

Pour plus d'informations :
François Ménard
francois.menard@developpement-durable.gouv.fr

COLLOQUE

Colloque Temporalités et développement durable : un nouveau système de valeurs pour le logement ?

Dans le cadre de son programme « Temporalités durables », le PUCA a souhaité qu'une action particulière soit menée afin d'explorer les liens entre logement et développement durable. Ainsi, il met en relation les centres d'intérêt de ses deux ministères de rattachement : le ministère du Logement et le ministère de l'Écologie. Le colloque du 15 janvier dernier avait pour objectif de rendre compte des démarches exploratoires menées dans ce champ, démarches pilotées par Roberta Morelli, chercheur associée au Centre de Recherche sur l'Habitat. Structuré en quatre tables rondes réunissant élus, acteurs de la construction et de l'habitat et chercheurs, chacune était dédiée à la mise en évidence des champs de force d'une dimension particulière du logement au regard du développement durable : valeur d'usage, valeur d'échange, valeur symbolique, valeur sociétale. De fait, ainsi que l'a souligné Olivier Coutard dans sa conclusion, c'est la prise en

compte du temps court qui a été privilégiée. Temps court lié aux tensions fortes constatées quant à la situation du logement en France : appauvrissement de la demande et renchérissement excessif de l'offre en particulier. À ce titre, les intervenants ont manifesté leur accord unanime pour reconnaître que le foncier portait une large part de responsabilité dans la situation actuelle. C'est aussi dans ce cadre qu'ont été repositionnées les dispositions de la loi sur la transition énergétique : ne pas la réduire à des dimensions strictement technicistes. À ce titre, les formes innovantes d'habiter ensemble, l'habitat participatif en particulier, ont retenu l'attention des participants. En résumé un très riche colloque qui a permis de disposer d'un constat des défis et enjeux de la construction et de l'habitat, constat dressé par des experts d'un très haut niveau.

Pour plus d'informations :
Patrice Aubertel
patrice.aubertel@developpement-durable.gouv.fr

SÉMINAIRE

Cycle de six séminaires « Quelles gouvernances locales de la transition énergétique ? »

Le PUCA a lancé, en partenariat avec différents organismes (ADEME, CEREMA, LATTIS, ETD), un cycle de 6 séminaires destinés à réunir chercheurs, membres des administrations, acteurs locaux (élus, services techniques), associations, professionnels, pour échanger sur les questions de gouvernance locale de la transition énergétique. Organisés

en 2014 et en 2015, les séminaires contribuent à la réflexion sur les approches territoriales et urbaines des politiques énergétiques, et ce à différentes échelles, le niveau territorial étant aujourd'hui le parent pauvre de ces politiques énergétiques. La question de la gouvernance locale est au centre de chaque séminaire : Comment les acteurs des différents

niveaux de collectivités locales et les autres acteurs locaux se saisissent-ils des enjeux énergétiques, comment intègrent-ils ces enjeux dans les politiques territoriales et quels sont les compromis que cette prise en compte implique ?

Pour plus d'informations :
Anastasia Touati
anastasia.touati@developpement-durable.gouv.fr

PROGRAMME DE RECHERCHE

Programme de recherche-action « Hors champ de la production urbaine »

La mise à l'agenda des questions d'empowerment combinée à la ré-émergence de formes participatives de conception de l'habitat nous invitent à lancer une démarche d'observation des pratiques locales émergentes afin de comprendre quels sont leurs apports, leurs limites, et au fond leur contribution à une certaine forme d'évolution de l'action publique.

Dans cet objectif, le programme de recherche-action « Hors champ de la production urbaine » a été lancé en 2014 afin d'analyser des actions locales renouvelant la question de l'implication des habitants et usagers dans la fabrique de l'espace urbain. Après avoir effectué un repérage des initiatives innovantes mené par des collectifs pluridisciplinaires

(architectes, urbanistes, artistes, sociologues), le Puca a soutenu huit initiatives locales. À titre d'illustration, figurent parmi le panel des opérations analysées la promotion d'initiatives habitantes sur des parcelles publiques à Toulouse Bagatelle, la co-programmation d'un projet de rénovation urbaine avec des urbanistes en résidence à Clermont-Ferrand,

PRIX DE THÈSE

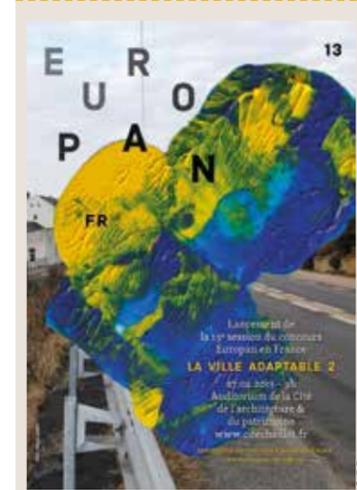
10^e édition du Prix de thèse sur la ville

Organisé par l'APERAU internationale et le PUCA, le Prix de thèse sur la ville a pour objet de récompenser les meilleures thèses de doctorat soutenues en France ou à l'étranger, rédigées en langue française, et traitant de la ville. Ce prix vise à encourager les chercheurs/ses à engager des doctorats sur la ville dans ses différentes dimensions et à inciter les enseignants, équipes et centres de recherche à les soutenir dans cette orientation. Les prix sont décernés par un jury constitué d'universitaires retraités et de praticiens réputés ainsi que des lauréats d'années antérieures. Date limite de candidature : 17 avril 2015
En savoir plus :
<http://chantier.net/these/>

Pour plus d'informations
Patrice Aubertel
patrice.aubertel@developpement-durable.gouv.fr

CONCOURS

Europain 13



La 13^e session du concours Europain a été lancée dans toute l'Europe le 2 mars 2015. La France a présenté 10 sites de projets le 27 février à la Cité de l'architecture & du patrimoine. Le concours Europain 13 est désormais ouvert ! Vous avez jusqu'au 30 juin 2015, minuit (heure de Paris), pour vous inscrire et participer sur un des 49 sites différents, répartis dans 15 pays européens ! Le concours Europain 13 a pour thème « La Ville adaptable 2 : Auto-Organisation – Partage – Projet (Processus) ». www.europainfrance.org

Pour plus d'informations
Isabelle Moulin
i.moulin@europainfrance.org

la mise en place d'un Atelier Populaire d'Urbanisme à la Villeneuve à Grenoble, un projet de maîtrise d'usage par des futurs propriétaires occupants à Nantes ou encore l'accompagnement de coopératives d'habitants dans le Sud-Ouest.

Pour plus d'informations :
Bertrand Vallet
bertrand.vallet@developpement-durable.gouv.fr

Nous sommes collectivement obligés d'innover



Pourquoi le Commissariat général à l'égalité des territoires qui fusionne la Datar, l'Acsé et le SG CIV a-t-il été créé ? Comment est-il organisé ? Quels sont ses missions et son rôle ?

La création du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) est la traduction concrète de la volonté du Président de la République de renouer avec l'ambition d'un développement équilibré, solidaire et durable des territoires. L'ambition du CGET est

d'inventer des réponses innovantes dans la lutte contre les inégalités territoriales, qu'elles se situent dans les quartiers populaires des grandes villes, dans le monde rural ou en zones périurbaines.

Issu du regroupement de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (Datar), du Secrétariat général du comité interministériel des villes (SGCIV) et de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé), le CGET est rattaché au Premier ministre. Il est chargé d'identifier les inégalités dans et entre les territoires, d'en analyser les causes, d'identifier les leviers pour réduire ces inégalités et d'assurer le suivi et la coordination interministérielle de la politique d'égalité des territoires.

Comment ce nouvel établissement peut-il être plus efficace que ses constituants ?

Il s'agit avant tout de rompre avec une vision segmentée des politiques publiques pour adopter une démarche transversale et globale pour les territoires. Il n'y a plus grand sens à traiter de façon distincte, dans le cadre d'institutions différenciées, les territoires urbains, péri-urbains et ruraux non seulement parce qu'ils sont de plus en plus difficiles à catégoriser et circonscrire, mais aussi – et peut-être surtout – parce qu'ils sont confrontés à des problématiques convergentes. Par exemple, la question de l'accès aux services publics revêt la même acuité dans les territoires ruraux que dans les quartiers de la politique de la ville. Je crois beaucoup aux fertilisations croisées qui pourront s'opérer avec le temps entre la politique de revalorisation des quartiers en difficultés et la politique d'aménagement du territoire. C'est en croisant l'intelligence territoriale et l'agilité institutionnelle entre l'Etat central dans toutes ses composantes, l'Etat déconcentré et les acteurs locaux que le CGET contribue à la réduction progressive des inégalités territoriales.

L'analyse des inégalités entre les habitants et entre les territoires, notamment en termes d'accès aux services et d'usages, constitue l'un des points clés de notre contribution. Pour approfondir ces questions, nous disposons de deux outils majeurs : l'Observatoire des territoires et l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (Onzus) qui vient d'être renommé Observatoire national de la politique de la ville (ONPV).

Ces observatoires travaillent à différentes échelles (communale, infra communale et supra communale) et croisent plusieurs critères (population, revenus, implantation des équipements de service...) qui nous permettent d'avoir accès à des données de flux comme les trajets domicile/travail ou les trajets grands équipements/domicile. Notre ambition est de fournir, aux élus notamment, des données exploitables dans la construction de leurs futurs établissements publics de coopération intercommunale, par exemple.

Que recouvre le concept d'égalité des territoires ?

La notion d'égalité des territoires nous renvoie à l'analyse des inégalités, de leurs facteurs et des effets des politiques publiques qui peuvent les compenser ou parfois les accentuer. La référence à l'égalité des territoires suppose donc d'identifier et de mesurer des inégalités entre des personnes, de pouvoir les rattacher à des caractéristiques territoriales données ou à des politiques publiques dans les territoires et de décider politiquement de les traiter.

Quelles sont les ambitions du CGET ?

Plus que des ambitions, le CGET a une triple responsabilité : devenir le référent de l'observation de l'inégalité sur les territoires ; faire en sorte que le CGET soit un acteur reconnu et légitime pour les collectivités territoriales (en termes d'observation, d'études, de valorisation des bonnes pratiques, d'évaluation et de diffusion d'ingénierie) ; conforter son rôle de stimulant et d'alerte interministériel. À ce titre, le CGET intervient sur de nombreux sujets parmi lesquels l'accès aux services publics, le développement des capacités de chaque territoire, l'accompagnement des mutations économiques, l'accès au numérique ou encore la politique de la ville. Toutes ces thématiques requièrent une approche décloisonnée, ce que le CGET met en œuvre.

Comment est-il organisé, selon quel calendrier ?

Le décret de création du CGET a été publié le 2 avril 2014 et l'ensemble des agents s'est installé Carrefour Pleyel, à Saint-Denis (93), le 1^{er} décembre 2014. Fort de 320 personnes, le CGET est organisé en trois grands pôles : la direction de la ville et de la cohésion urbaine, la direction des stratégies territoriales et la direction du développement des capacités des territoires.

Outre les directions, le commissariat comprend trois missions chargées des affaires européennes, de la contractualisation et des partenariats territoriaux et de la coordination de l'action interministérielle et sectorielle.

Nous avons déjà franchi quelques échéances importantes comme le lancement des contrats de projets Etat-Région (CPER), l'organisation des assises des ruralités, l'appel à manifestation d'intérêt pour la revitalisation des centres-bourgs et la nouvelle géographie prioritaire de la politique de la ville.

En 2015, le Commissariat va accompagner la signature des 26 contrats de projets Etat-Régions (Pays-de-la-Loire, Bourgogne, Bretagne et Languedoc-Roussillon ont été signés courant décembre) et la mise en place des contrats de ville dont les signatures s'étaleront jusqu'en juin prochain.

Le CGET est-il bien identifié par les collectivités locales ?

Nous sommes identifiés tant au niveau de l'État central que de l'Etat local. Tous nos travaux sont conduits en lien avec les collectivités locales et notamment les régions : par exemple, nous sommes le coordonnateur interfonds pour les fonds européens structurels et d'investissement (Fesi).

Dans le cadre de la politique de la ville, nous travaillons aussi beaucoup avec les communes et les intercommunalités qui sont signataires des contrats de ville.

Il faut donc renforcer notre positionnement au moment où les collectivités intensifient leur autonomie. La mise à disposition de nos observations, sur Internet notamment, contribue à notre visibilité.

Quelles sont les articulations éventuelles avec d'autres organismes travaillant sur les territoires comme le CEREMA, le PUCA ou l'Institut de la ville durable ?

Le CGET doit favoriser l'accès à l'ingénierie et l'expertise dans les territoires. Il a tout intérêt à s'appuyer sur des organisations spécialisées, disposant d'équipes proches du terrain comme le CEREMA ou d'un haut niveau d'expertise comme le PUCA pour réaliser des études ou des expérimentations.

Le positionnement du futur Institut de la ville durable sera sans doute un peu différent, plus complémentaire des missions du CGET en matière de la politique urbaine, notamment du fait de ses relations partenariales avec le secteur privé et du rôle d'interface très utile qu'il pourra jouer comme promoteur du savoir et du savoir-faire français à l'international.

Quels sont les nouveaux défis auxquels les territoires sont confrontés et qui préoccupent le CGET ?

Le CGET doit intervenir dans un contexte de profondes transformations, rendant pour partie obsolètes les organisations et les modes d'intervention préexistants. Nous faisons face à une difficulté croissante de catégorisation de l'espace français (urbain, rural, périurbain) ; les territoires connaissent des mutations rapides avec des recompositions économiques et sociales profondes, avec des écarts dans les dynamiques nouvelles de développement qui s'engagent. Nous savons que l'Etat ne peut plus assumer seul l'équilibre des territoires mais aussi que les collectivités locales, acteurs clés, sont en phase de réorganisation et soumises à de fortes contraintes financières. Nous sommes donc collectivement obligés d'innover mais c'est une obligation très stimulante.

Entretien réalisé par Pierre Derrouch

Bio express

Marie-Caroline Bonnet-Galzy a été nommée commissaire générale à l'égalité des territoires le 1^{er} juin 2014.

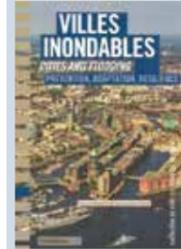
Diplômée d'HEC en 1979, ancienne élève de l'ENA en 1984, et inspectrice générale des affaires sociales, elle a dirigé pendant cinq ans les services de Lille Métropole (85 communes) devenue aujourd'hui Métropole européenne de Lille (MEL).

Auparavant, elle a été successivement directrice de cabinet du directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (APHP) (1991-1995), directrice de l'administration générale et de la modernisation des services du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (1995-2000), cheffe de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) (2000-2006) ainsi que secrétaire générale des deux ministères chargés des Affaires sociales (2006-2008), auprès de sept ministres compétents dans le champ social.

ZOOM SUR

Villes inondables

Sous la direction de Jean-Jacques Terrin, éditions Parenthèses, décembre 2014, 284 pages, édition bilingue français-anglais



Comment concilier mise en valeur urbaine de façades maritimes ou franges fluviales avec les risques inondations ? Comment tirer partie de la présence de l'eau pour rendre un territoire attractif sans

mettre ce dernier et sa population en danger ? Tels étaient les questionnements irriguant la cinquième édition du programme Popsu Europe sur le renouvellement des approches architecturales et urbaines en zones inondables. Cet ouvrage collectif piloté par Jean-Jacques Terrin propose la synthèse de ces réflexions, transportant le lecteur au milieu d'expérimentations et de solutions novatrices. Rotterdam ou Dordrecht aux Pays-Bas, Hambourg ou Mayence en Allemagne, Dunkerque, Lyon, Marseille, Nîmes ou Toulouse en France, voilà autant de villes qui ont su trouver le bon canal pour concilier

développement urbain, environnement et protection des biens et des personnes. L'état de l'art indique que l'acceptation de l'eau sur le territoire a favorisé l'innovation pour une meilleure gestion des ressources qui lui sont liées. Cette acceptation a également contribué à l'optimisation des stratégies fonctionnelles et temporelles d'aménagement du territoire. On lui doit aussi l'amélioration des dispositifs architecturaux (architecture sur l'eau, flottante, etc.) et techniques hydroséparatives ainsi que le développement d'une vision positive de transformation des paysages grâce à cette même eau. Face à l'accroissement du risque d'inondation, pour cause notamment de transformations climatiques, et compte tenu des limites de solutions techniques prévalant jusqu'alors (digues, bassins de rétention, lacs artificiels, canaux, etc.), de nouvelles propositions à l'échelle de l'aire urbaine mais aussi du territoire voient le jour. Elles visent davantage à faire « avec » l'eau que « contre ». Ce sont là autant de changement d'attitudes qui conduisent les villes à faire preuve d'audace pour développer des projets ambitieux en s'adaptant au contexte local.

Pour plus d'informations :
Virginie Bathellier
virginie.bathellier@developpement-durable.gouv.fr

PUBLICATIONS DU PUCA

Cycle de séminaires PUCA, CEREMA, ADEME « Quelles gouvernances locales de la transition énergétique ? »

Séance n°2 « Des opérations d'aménagement aux politiques de planification urbaine et de transports : quelle contribution locale à la transition énergétique ? » 22 octobre 2014 – Collection Actes de colloque du PUCA – 103 pages



Cette séance donne la parole à différents intervenants (élus, services techniques de collectivités, aménageurs, énergéticiens, chercheurs) pour discuter des liens entre aménagement et énergie, et en particulier des enjeux qu'ils posent en matière de gouvernance locale. Ces questions ont été plus particulièrement traitées au travers d'exemples de projets et de documents de planification qui illustrent la contribution de l'aménagement à la transition énergétique.

Pour plus d'informations
Anastasia Touati
anastasia.touati@developpement-durable.gouv.fr

Un territoire durable et un habitat de qualité à consommation zéro dans les zones à risque sismique

Sous la direction de Nicoletta Trasi
Coll. Recherche du PUCA n°221 – 2014 – 243 pages – 15 €



Le thème de la régénération urbaine et territoriale s'est imposé désormais comme un défi incontournable pour les architectes et les autres acteurs qui travaillent sur le territoire. Après de telles catastrophes - comme le cas d'étude pris en considération : le tremblement de terre de L'Aquila de 2009 - il est nécessaire de comprendre comment affronter la reconstruction et comment gérer la régénération sociale et économique de la ville et du territoire. La réflexion, ici présentée et réalisée à l'intérieur du Programme multidisciplinaire de recherche Architecture de la Grande Echelle (AGE), s'est fixée cet objectif en visant à une « durabilité d'ensemble » de l'intervention. La recherche se base sur l'idée que la reconstruction puisse s'affirmer comme une occasion de véritable durabilité, bien évidemment à la fois sociale, économique, sismique et bioclimatique. La durabilité de villes similaires à L'Aquila et de beaucoup d'autres à travers le monde, frappées par des catastrophes de tout genre et de toute entité, impose une réflexion profonde sur la « façon » d'affronter ces défis que nous lance toujours plus fréquemment la nature. Il est nécessaire de ramener l'exceptionnalité de la réduction du risque dans un cadre ordinaire de processus de planification urbanistique ou, mieux encore, de répondre aux besoins extraordinaires (prévention et réduction du risque) par le biais de politiques ordinaires de développement.

Pour plus d'informations
Bénédicte Bercovici
benedicte.bercovici@developpement-durable.gouv.fr

La densification résidentielle au service du renouvellement urbain : filières, stratégies et outils.

Co-édition PUCA/CEREMA – Sous la direction d'Anastasia Touati et Jérôme Crozy. Préface d'Eric Charmes.
La Documentation Française – 2015 – 272 pages – 19 € – Sortie le 15 avril



La densification résidentielle est aujourd'hui considérée comme un atout pour la construction de villes « durables ». Malgré la multiplication des textes de loi visant un développement urbain plus dense, la mise en œuvre au niveau

local des politiques de densification doit encore relever de nombreux défis, que ce soit d'un point de vue politique, social ou même d'un point de vue strictement économique. Comment construire plus de logements pour tous dans les zones bien desservies en transports et proches des lieux d'activités économiques et des services ? Comment réorganiser la production de logements de manière à préserver les espaces naturels et agricoles, à dégager des trames vertes et bleues ? La densification résidentielle constitue un enjeu majeur des politiques de gestion de la croissance urbaine. Cet ouvrage s'adresse à un public large d'élus, de techniciens ou encore de chercheurs. Il introduit une approche panoramique des processus de densification résidentielle à l'oeuvre aujourd'hui ainsi que des éléments de compréhension sur ses enjeux et ses modes de production. Il propose un décryptage des mesures de densification urbaine que ce soit en matière de typologies morphologiques, de marchés, de filières, de modes de gouvernance entre acteurs publics et privés, etc. L'attention particulière qu'il porte à la mise en œuvre d'opérations de densification au niveau local se traduit également par la présentation des outils et des ressources dont disposent les collectivités (documents d'urbanisme, méthodologies, acteurs locaux, etc.) pour mener leurs propres politiques territoriales de densification.

Pour plus d'informations
Bénédicte Bercovici
benedicte.bercovici@developpement-durable.gouv.fr

Habitat participatif à Montpellier : le projet MasCobado

Gisèle Cloarec et Christophe Perrocheau – collection PUCA – 32 pages – Novembre 2014 – Document PDF à télécharger



Retenu dans le cadre du programme d'expérimentations « Logement Design pour tous », le projet MasCobado à Montpellier rassemble deux associations d'habitants souhaitant s'investir dans un projet commun d'habitat participatif. Ils sont en effet une poignée de Montpelliérains à avoir mené jusqu'au bout cette aventure dont la première pierre est posée en novembre 2014. Au départ, on trouve l'association « Habiter

INTERNET

Le site internet du PUCA fait peau neuve

Le PUCA a entièrement refondu son site internet. Son organisation, son ergonomie, son habillage graphique ont totalement changé. Le site souhaite faciliter l'accès aux résultats de ses actions de recherche et des expérimentations en cours et passées, classées en 4 grands thèmes :
- Aménagement et urbanisme
- Architecture et construction
- Énergie
- Logement
Une page d'accueil plus dynamique permet un accès plus rapide à l'actualité (séminaires, colloques, appels d'offres...) et aux grands dossiers en cours du PUCA. Grâce à une rubrique « Ressources en ligne », une plus grande visibilité est accordée aux productions éditoriales (Publications périodiques, éditions) du PUCA. Enfin, de nouveaux supports tels que vidéos, photos... sont mis à disposition.

Pour plus d'informations
Bénédicte Bercovici
benedicte.bercovici@developpement-durable.gouv.fr
Christophe Perrocheau
christophe.perrocheau@developpement-durable.gouv.fr

COLLECTION « LE QUATRE PAGES » DU PUCA



Coordination : Bertrand Vallet
bertrand.vallet@developpement-durable.gouv.fr
Ces publications sont consultables sur le site du PUCA :
http://rp.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca/4pages
Pour demande d'abonnement gratuit :
Philippe Cromback
philippe.cromback@developpement-durable.gouv.fr

N° 19 octobre 2014
Comment les agriculteurs arrivent-ils à vivre en ville ? Le cas de Bobo Dioulasso, Burkina Faso

Chargé de l'action au PUCA :
Patrice Aubertel

N° 20 novembre 2014
Du bon usage de la simulation énergétique des villes

Chargé de l'action au PUCA :
Patrice Aubertel

N° 21 février 2015
Retombées socio-économiques des aménités culturelles et naturelles dans les territoires

Chargée de l'action au PUCA :
Martine Vernhes

N° 22 mars 2015
Mixité fonctionnelle versus zoning : un renouvellement du débat ?

Chargée de l'action au PUCA :
François Ménard

AUTRES PUBLICATIONS

L'énergie au cœur du projet urbain

Ariella Masboungi – Collection Club Ville Aménagement – Editions Le Moniteur - 2014

Extension du domaine de l'urbanisme

Frédéric Bonnet, Grand Prix de l'urbanisme 2014. Nominés Alfred Peter et Pierre Veltz – Sous la direction d'Ariella Masboungi – Editions Parenthèses

Le rêve d'une déconnexion. De la maison autonome à la cité auto-énergétique

Fanny Lopez – Editions La Villette – 2014

À PARAÎTRE

- Annales de la Recherche Urbaine n°110 sur les vulnérabilités
- Collection Images n°6 : La condition urbaine de la mixité fonctionnelle dans trois grandes opérations d'urbanisme.
- Collection Images n°7 : La requalification de la Caserne des Douanes à Jeumont (59). Opération qui relève du programme REHA « Requalification à haute performance énergétique de l'habitat ».
- Collection Cahier expérimentation : Amélioration énergétique en copropriétés : les leviers pour déclencher les travaux, cahier n°5

Ont participé à ce numéro :
Patrice Aubertel, Virginie Bathellier, Philippe Cromback, François Ménard, Isabelle Moulin, Christophe Perrocheau, Martine Vernhes, Anastasia Touati, Bertrand Vallet

C'est choisir », qui regroupe des familles désireuses de se lancer dans l'auto promotion et se propose de créer un habitat collectif en centre-ville. L'expérience est basée sur la motivation des familles, l'utilisateur est en première ligne avec ses rêves, ses moyens... et son ignorance, mais aussi sa capacité à découvrir et à s'approprier des notions complexes pour composer son habitat. Ce cahier relate l'histoire de ce projet en insistant sur ses composantes programmatique, juridique et architecturale.

Pour plus d'informations :
Christophe Perrocheau
christophe.perrocheau@developpement-durable.gouv.fr

Les Annales de la recherche urbaine (ARU)

n°109 Territoires et universités – 166 p.



Ce numéro a été co-construit par Jérôme Aust, chargé de recherche à Sciences Po (CSO, CNRS), André Bruston, ancien secrétaire permanent du Plan urbain, Élisabeth Ascher-Campagnac, chercheur au Latts et Marie-Flore Mattei, rédactrice en chef des ARU. Il regroupe les textes retenus suite à l'appel à articles dont les axes de questionnements portaient sur :
- Territoires et réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche
- Territoires, société de la connaissance et nouvelles formes de production du savoir
- L'université comme acteur urbain.
Avec les contributions de : Jérôme Aust, Myriam Baron, Caroline Barrera, Françoise Birek, Hélène Dang Vu, Julien Barrier, Stéphane Valognes, Sébastien Gardon, Cécile Crespy, Najem Dhafer, Martin Benninghoff, Jean-Philippe Leresche, Camille Vergnaud, Olivier Ratouis, Lou Herrmann, Stéphanie Tabois, Meriam Chaab.
www.annalesdelarechercheurbaine.fr

Pour plus d'informations :
Marie-Flore Mattei
marie-flore.mattei@developpement-durable.gouv.fr
Virginie Bathellier
virginie.bathellier@developpement-durable.gouv.fr

La revue Urbanisme Dix métropoles en recherche(s)

Hors série n°50 – 20 €



Ce numéro présente les résultats du programme de recherche urbaine POPSU 2 lancé par la plateforme POPSU portant sur 10 métropoles régionales : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Rennes, Strasbourg, Toulon, Toulouse.

Pour plus d'informations :
Virginie Bathellier
virginie.bathellier@developpement-durable.gouv.fr



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de
l'Écologie, du
Développement
durable et
de l'ÉnergieMinistère
du Logement,
de l'Égalité
des territoires
et de la Ruralité

PUCA

plan
urbanisme
construction
architectureDirection générale de l'Aménagement,
du Logement et de la Nature.

plan	urbanisme	construction	architecture
► Le gouvernement des villes et la fabrique du bien commun			
Planification sociale de l'urbain et services publics			
Citoyenneté et décision urbaine			
Intercommunalité et métropolisation			
Normes et fabrique du bien commun			
► Le renouveau urbain			
Rénovation urbaine et mixité sociale			
Renouvellement et recomposition des quartiers			
Créativité et attractivité des villes			
► L'avenir des périphéries urbaines			
Territoires urbains et sûreté			
Architecture de la grande échelle			
Habitat pluriel : densité, urbanité, intimité			
Systèmes périurbains et coûts d'urbanisation			
Dynamiques et pratiques résidentielles			
► Comportements résidentiels et défis démographiques			
Vieillesse de la population et choix résidentiels			
Habitat et services aux personnes âgées			
Évolutions démographiques et inégalités territoriales			
► Accès au logement			
Trajectoires résidentielles			
Recompositions institutionnelles de l'offre de logement			
Modes et formes de l'hébergement			
Économie foncière et immobilière			
► L'innovation dans l'architecture et la construction			
Logements optimisés : coûts, qualité, fiabilité, délais			
Concept qualité, habitat, énergie			
Observatoire des bâtiments durables			
Logement Design pour tous			
Évaluation énergétique du patrimoine existant (PREBAT)			
Bâtiments démonstrateurs (PREBAT)			
REHA (PREBAT)			
► Territoires et acteurs économiques			
Espaces urbains et dynamiques économiques			
Lieux, flux, réseaux dans la ville des services			
Développement économique local et mondialisation			
Économie de l'aménagement			
Attractivité des territoires			
► Vers des villes viables et acceptables			
Politiques territoriales et développement durable			
Risques technologiques : enjeux économiques et territoriaux			
Villa urbaine durable			
Quartiers durables			
Aménagement et démarches HQE			
Collectivités locales et politiques énergétiques (PREBAT)			
Collectivités locales et défi climatique (PREBAT)			

Premier plan
N° 32 janvier-juin 2015
Journal d'informations du PUCA
plan urbanisme construction architecture
Tour Pascal B
92055 La Défense Cedex
Tél. : 01 40 81 73 09
http://rp.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca

Directeur de la publication :
Emmanuel Raoul
secrétaire permanent du PUCA

Rédactrice en chef :
Bénédicte Bercovici
Tél. : 01 40 81 73 09
benedicte.bercovici@developpement-durable.gouv.fr

Rédaction :
Pierre Derrouch/Innovapresse

Secrétariat de rédaction :
Marie-Line Descroix/Innovapresse

Conception graphique :
Laëtitia Loas-Orsel
d'après la maquette de LM communiquer

Impression :
Corlet (14)

Crédits photos :
Tous droits réservés.

Premier Plan sur internet
http://rp.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca
ISSN 0183-0937
Tiré à 8 400 exemplaires